

« Le courage, c'est de chercher la vérité et de la dire »

J. Jaurès

Acteur s'il en est, le mouvement étudiant est craint, nous le savons. Il faut dire qu'à plusieurs reprises, il a fait l'histoire ou au moins contribué à l'écrire. Moteur de l'engagement des intellectuels pendant la guerre d'Algérie, révolutionnaire en mai 68, résistant contre l'idée d'une université malthusienne en 86 ... Ce faisant, les choix éducatifs et universitaires ont conduit à des transformations perceptibles dans la société toute entière.

En 68, nos aînés ont montré qu'une société ne pouvait vivre sans assumer son rapport à sa jeunesse, sans se préoccuper de lui accorder une place. Une telle société n'a pas d'avenir. L'avertissement a retenti fortement, il résonnera à nouveau en 1986 ou lorsqu'un gouvernement proposera en 1993 d'instaurer un SMIC Jeune.

A la fois caisse de résonance et moteur de transformations, nombreuses sont donc les pages de notre histoire qui ont été écrites par les étudiants. Moteur de transformation, le mouvement étudiant, l'est surtout lorsqu'il est uni. Pourtant, dans les années 70, il s'est divisé, parcellisé.

Syndicalistes étudiants ou membres d'associations, nous sommes le produit de cette histoire à la fois commune et différente. Sans rien renier de ce que nous sommes, nous pensons qu'il est temps de tourner la page et d'en écrire une nouvelle. Notre ambition est de sortir de débats dépassés, des sentiers battus de l'exercice et du discours syndical et de nous jeter à l'eau.

Les enjeux du monde étudiant sont importants : comme hier, la place que la société réserve à sa jeunesse détermine son propre développement. Plus qu'hier encore, le choix de l'investissement dans le capital humain, dans la formation détermine la croissance de la société toute entière. Car, pour peu que l'on prenne le temps de s'y arrêter quelques instants, tout a changé depuis cinquante ans en matière d'enseignement supérieur.

Le demi-siècle a vu s'écrouler la muraille du savoir universitaire réservé à une élite. Les effectifs étudiants ont changé et avec eux les missions assignées à l'université, les conditions de la réussite universitaire ont également évolué. De plus en plus de jeunes accèdent à l'enseignement supérieur et c'est tant mieux car la société a besoin de jeunes qualifiés. **Ensuite, depuis un demi siècle, les activités intellectuelles des hommes sont stimulées et sollicitées.** Les enjeux économiques se jouent maintenant sur le terrain de la formation. Notre pays ne pourra pas stabiliser sa croissance s'il ne fait pas le pari des intelligences. C'est la raison pour laquelle l'université prend tant d'importance.

Pourtant, les inégalités encore très fortes. 100.000 étudiants vivent sous le seuil de pauvreté. 800 000 étudiants – soit un 1/3 - sont salariés régulièrement. Cela conduit inévitablement l'étudiant à faire des choix : choix dans le cursus car l'accès à des filières à fort contenu horaire est interdit et choix dans la poursuite du cursus car les filières « sur dossier » exigent un dossier irréprochable.

Tous les milieux sociaux ne sont donc pas sur un pied d'égalité pour l'accès à l'enseignement supérieur. Les enfants d'ouvriers ne sont que 6% à bac + 5, alors que les enfants de cadres supérieurs sont 42%. De plus, les difficultés nous touchent indépendamment de notre milieu social. Seulement 35% des étudiants inscrits en DEUG obtiennent leur diplôme en deux ans.

La croissance risque encore de renforcer les inégalités. Ne doit-on pas s'inquiéter de la stabilisation des effectifs à l'université ? Car, si l'accès au savoir protège, il discrimine également. L'exclu demain risque d'être l'exclu du savoir. Comment admettre que le nombre de bacheliers continue d'augmenter et que dans le même temps des jeunes renoncent aux études supérieures, surtout quand on sait que ce sont les jeunes les moins favorisés qui sont touchés ? La crainte de l'échec, la situation sociale motivent cette renonciation.

1) Construire une organisation syndicale de conquêtes

Il est urgent de sécuriser les situations vécues par les individus, de permettre aux jeunes d'envisager l'avenir, leur propre avenir, de choisir de faire des études, mêmes longues, si cela correspond à leurs aspirations et cela quel que soit le milieu d'origine. Voilà le dessein de l'organisation à construire.

Révolutionner l'aide sociale.

Les jeunes, les étudiants exigent un statut, une reconnaissance, le droit à l'autonomie. Au delà d'un revenu, nécessaire, ce qu'ils attendent, ce sont les moyens de pouvoir décider par eux mêmes de leur choix d'avenir et de les assumer. Voilà une nouvelle approche de la question citoyenne. Peut-on être citoyen sans autonomie ?

Il est temps maintenant de donner aux jeunes, aux étudiants les moyens de leur autonomie. Parlons réforme fiscale et justice sociale. Soyons ambitieux : redistribuons la demi-part que touchent les parents d'enfants scolarisés pour financer leur autonomie. Ces mécanismes d'aide à la famille, complètement antiredistributifs ne seraient-ils pas mieux utilisés à aider le jeune lui même ? Mettons en place une allocation d'études pour étudiants financée en partie par cette redistribution.

Donner à chaque jeune l'opportunité de suivre des études, de les assumer dans les meilleures conditions matérielles qui soient, c'est pour notre société un nécessaire investissement à long terme. A l'heure où on s'inquiète du désintérêt des jeunes pour la vie politique et le civisme, comment peut-on demander un jeune d'être citoyen et de respecter la société quand cette même société lui inflige des conditions d'études difficiles ou même l'empêche d'accéder à la filière de son choix comme c'est trop souvent le cas lors des inscriptions universitaires ?

Transformer la pédagogie

Parce que l'enseignement supérieur a changé, l'acquisition des savoirs doit à la fois intégrer la nécessaire qualité de la formation et faire en sorte qu'elle soit accessible à tous. Nous souhaitons que l'acquisition du savoir se fonde sur une pédagogie individualisée, instaurée par une relation nouvelle avec les enseignants, permettant à l'étudiant de construire son savoir à sa façon, à son rythme.

Former les enseignants à la pédagogie, les évaluer sur la pédagogie, privilégier les cours en petits groupes, revoir la conception de l'encadrement, réfléchir au contenu des enseignements ... voici quelques unes des priorités que nous mettons en avant.

Nous souhaitons aussi privilégier le temps long. Non, l'allongement de la durée des études n'est pas un problème à endiguer mais un atout. Donner aux jeunes un socle de formation générale complétée par une formation spécialisée en fin de cursus, voilà la meilleure arme pour lutter contre le risque d'obsolescence des formations. Nous devons combattre le discours d'hyperspécialisation des cursus, tout comme celui qui vise à opposer formation initiale à formation continue

Accueillir dignement les étudiants étrangers

Alors que chacun évoque aujourd'hui la concurrence mondiale des cerveaux, le nombre d'étudiants étrangers accueillis en France peine juste à remonter après une décreue considérable sur plus de dix ans. Cette baisse ne traduit pourtant pas un désintérêt pour la qualité de l'enseignement supérieur français mais la conséquence d'une invasion de lois et décrets souvent contradictoires et de toute façon très restrictifs qui rendent le séjour

des étudiants étrangers de plus en plus difficile. Malgré les nouveaux textes, une partie des problèmes rencontrés par les étudiants étrangers subsiste toujours : restriction de l'inscription des étrangers, notification d'expulsion en cas d'échec ou de réorientation, dispositions discriminatoires pour l'aide sociale ou l'obtention d'un emploi temporaire ...

A l'heure où les pays souhaitent attirer des cerveaux, il est urgent que la politique à l'égard des étudiants étrangers, de tous les étudiants étrangers évolue et qu'elle ne fasse pas à l'aune de la rentabilité. Une véritable politique d'accueil des étudiants étrangers en France doit voir le jour, fondée sur une nouvelle dynamique mondiale d'accès au savoir, alliée au respect des droits et des libertés des étrangers.

Faire vivre un Service Public d'Enseignement Supérieur

Notre modèle est celui d'un service public qui préserve un cadre national fort et l'égalité entre les étudiants et les universités et qui assure enfin de véritables conditions de réussite. Or, la contractualisation et la globalisation des moyens mis en œuvre depuis mai 98 par C.Allègre ont introduit un renforcement de l'autonomie des Universités. Il en va sur ce débat de la même logique que celui sur la loi et le Contrat. Nous devons réaffirmer la force de la Loi au dessus du Contrat et refuser tout ce qui met en péril le service public d'enseignement supérieur. Un vrai service public, cela signifie aussi un réinvestissement de l'Etat dans le financement des universités, ce qui passe par la mise en œuvre d'une loi de programmation budgétaire et la définition d'un contre modèle au « marché mondial de l'Education » en train de se construire.

2) Permettre à chaque étudiant d'être un acteur à part entière

En écrivant ces lignes nous voulons donner du poids à ces ambitions. Nous voulons aussi permettre aux étudiants d'être des acteurs à part entière.

Trente ans, depuis trente ans, le monde étudiant est divisé. Au début des années 70, à l'image du monde syndical, le milieu étudiant n'a pas su conserver sa spécificité, la force qu'il puisait dans l'unité. Si aujourd'hui, nous dépassons les sectarismes et les réticences à travailler ensemble, c'est que nous croyons qu'il est temps, urgent même de proposer ensemble, pour le monde étudiant, une organisation qui se donne les moyens de gagner. Il en va de notre capacité à être entendus.

Cela est nécessaire car la jeunesse a besoin d'un signal fort d'espoir et de conquête. Alors qu'on parle de refondation sociale, nous voulons nous aussi écrire une page, notre page. Cela signifie aussi plus de respect pour les étudiants et leurs décisions : il est temps de considérer l'étudiant comme un véritable acteur.

Enfin, depuis trente ans, le mouvement étudiant s'est diversifié : syndicats, associations, des formes d'engagement différentes ont vu le jour !

Le foisonnement des démarches associatives est aussi une source de richesse. Il a répondu au sentiment d'anonymat qui existe fortement sur les campus et qui désespère. Il contribue lui aussi, à sa façon à transformer l'université. Nous avons une certitude : expositions, ciné-clubs, bourses aux livres, actions de solidarité, coopératives, défense et conquête de droits étudiants dans les conseils, dans la rue ... toutes ces initiatives vont dans le même sens : rapprocher les étudiants, rompre avec l'idée de l'université libre-service où l'étudiant n'est qu'un consommateur et non un acteur et développer la solidarité.

Il s'agit d'un nouvel enjeu pour une organisation étudiante. **Longtemps, le syndicalisme étudiant a su unifier et rendre complémentaires ces différentes facettes. Aujourd'hui, nous sommes ambitieux et nous souhaitons construire une nouvelle organisation qui intègre toutes ces problématiques!** Tout reste à faire. Nous n'avons pas des réponses sur tout mais nous avons une intuition : il est urgent maintenant de rassembler le monde étudiant pour augmenter sa capacité à peser sur le cours des choses et retisser le lien social à l'université.

3) Syndiquer en permanence les étudiants, c'est aussi faire évoluer nos pratiques

Nos pratiques elles mêmes devront évoluer. Elles devront surtout s'enrichir les unes des autres. Le mouvement syndical et le mouvement associatif ont beaucoup à apprendre l'un de l'autre. Mais le foisonnement devra aussi se nourrir des pratiques syndicales telles qu'elles existent aujourd'hui dans nos différents syndicats. Comme nous avons su faire évoluer le cadre des débats démocratiques en retenant ce qui nous apparaissait comme des atouts dans nos différentes organisations - droit de tendance adapté au droit d'amendement et à l'évolution progressive du texte adopté dans le congrès – nous devons poursuivre cette réflexion.

A l'UNEF ID, la syndicalisation a un sens lors des inscriptions en juillet et septembre mais notre organisation n'a pas une la pratique très aboutie de syndicalisation permanente. Voilà certainement aussi des terrains d'exploration et de richesse pour l'avenir, voilà qui permettra également à l'organisation de se nourrir en permanence du débat avec les étudiants.

Enfin, tout en privilégiant la construction d'un syndicat offensif qui permette de porter de nouvelles victoires par la construction d'un rapport de force, nous devons considérer que tous les engagements sont nobles et que nous devons investir de nouveaux champs dont nous sommes relativement absents : syndiquer partout, de Médecine aux UFR de sciences en passant par les Lettres, les IUT et les Grandes écoles. Nous devons porter une démarche syndicale : ni co-gestion ni opposition systématique, ce que nous voulons, c'est co-direction de l'université. Nous devons aussi réinvestir le sport universitaire, le domaine de la Culture et généraliser des coopératives ... Ainsi, nous répondrons au défi que nous nous sommes fixés : rassembler le mouvement étudiant et construire l'organisation syndicale de masse à laquelle nous croyons.

Signataires

Carine Seiler (Présidente de l'UNEF-ID), La Consulta di i Studenti Corsi (CSC), Nausica Arnoult (Pdte AGE UNEF-ID Evry), Tania Assouline (BN UNEF-ID), Tarik Belkhdja (BN UNEF-ID), Julien Boucaux (Pdt AGE UNEF-ID Paris 6), Rémi Bourdu (BN UNEF-ID, Pdt ESIB), Sébastien Cadieu (Pdt AGE UNEF-ID Rennes), Fabrice Chambon (Pdt UNEF-ID Paris 4), Raphaël Chambon (BN UNEF-ID), Mélanie Collet (SG UNEF-ID Grenoble), Brice Comte (Pdt UNEF-ID Aix), Thibaud Cotta (Pdt UNEF-ID Paris 1), Malika Daouairi (AGE UNEF-ID Avignon), Alexandra Decoster (Pdte AGE UNEF-ID Valenciennes), Marc Degbe (BN UNEF-ID), Mathieu Delva (SG AGE UNEF-ID Besançon), Nicolas Desfontaines (BN UNEF-ID), Xavier Deloffre (AGE UNEF-ID Artois), Isabelle Dumestre (AGE UNEF-ID Lyon), Samia Elmars (BN UNEF-ID, Elue CNESER), Gwenaël Fauchille (AGE UNEF-ID Lorient/Vannes), Yassir Fichtali (BN UNEF-ID, Pdt ONME), Hélène Floderer (Pdte UNEF-ID Caen), Gweltaz Frigout (BN UNEF-ID, Elu CNESER), Léna Fortin (Pdte AGE UNEF-ID Toulon), Frédérique Gobert (BN UNEF-ID), Benjamin Grandener (CC UNEF-ID), Samuel Goldstein (AGE UNEF-ID IEP), Natacha Gorchon (BN UNEF-ID, VPE Crous Créteil), Mathieu Hanotin (Pdt UNEF-ID Strasbourg), Lu Hong Gang (Pdt AGE UNEF-ID Le Havre), Nolwenn Jarossay (Pdte AGE Paris 9), Nicolas Khaletsky (AGE UNEF-ID Grenoble), Mathieu Lapprand (BN UNEF-ID, CA ME), David Labarre (AGE UNEF-ID Paris 6, Médecine, VPE Paris 6, élu au CNESER), Emeric Lavitola (Pdt AGE UNEF-ID Nice), Blaise Lechevalier (Délégué Général UNEF-ID), Mathieu Lenci (AGE UNEF-ID Lyon, INSA, Elu CNESER), Vincent Leymonier (Pdt AGE UNEF-ID VSQ), Agathe Longet (Pdt AGE UNEF-ID Paris 10), Frédéric Mancini (SG de la CSC), Céline Martinez (BN UNEF-ID, Elue CNOUS), Guillaume Morice (AGE Paris 13), Renaud Mimin (Pdt UNEF-ID Reims), Babacar Ndjaye (Pdt AGE UNEF-ID Rouen), Adeline Noury (Pdt AGE Paris 12), Nicolas Oliver (BN UNEF-ID), Stéphane Olivier (BN UNEF-ID, Elu CNOUS), Michaël Parpillat (BN UNEF-ID), Guillaume Picard (Pdt UNEF-ID Metz), Donatienne Polvêche (Pdte UNEF-ID Lille), Julien Py (Pdt AGE UNEF-ID Toulouse), Olivier Rougier (Pdt UNEF-ID Bordeaux), Raphaël Serour (Pdt UNEF-ID Paris 8), Alexandre Thiebault (Trésorier UNEF-ID), Estelle Thiebaut (Pdte AGE UNEF-ID Pau), Julien Vaillant (AGE UNEF-ID Nancy, VPE Nancy 2), Xavier Vuillaume (Secrétaire Général UNEF-ID)